

JEUNE AFRIQUE

8 AVRIL 1987

GUINÉE Lansana Conté face à l'héritage de Sékou Touré

TCHAD Aouzou nouvel enjeu de la guerre ?

TERRORISME: LE RÉSEAU «TUNISIEN»

Les huit terroristes (dont six Tunisiens) arrêtés en France: qui tirait les ficelles?



M 1936 - 1370 - 12,00 F



3791936012003 13700

ISSN 0021 0069

FRANCE 12 F - ZONE CFA 600 CFA - CENTRAFRIQUE 525 CFA - COTE D'IVOIRE 600 CFA - MAROC 14 DH - TUNISIE 15 DT - ASH DHAM 11 DM
ALLEMAGNE 6 DM - ALGERIE 20 DA - ANGLETERRE 1 30 £ - ARABIE 120 R - ANTILLES REUNION 12 RF - AUTRICHE 52 SR - BELGIQUE 90 FB
BURUNDI 280 FB - CANADA 2.95 \$ - CAP-VERT 100 CVCV - CAMEROUN 22 DA - OUBAI 11 DH - EGYPTE 5 LE - ESPAGNE 395 PTS - HAÏTI
2,2 \$ - GRECE 390 DR - IRAQ 1.25 DI - ITALIE 4 100 L - ILE MAURITIUS 21 90 M - JORDANIE
1 DJ - KOWEIT 0.75 DK - LIBYE 0.85 DL - MAURITANIE 125 MRB - PORTUGAL 366 ESC - QATAR
11 DH - RWANDA 180 FB - SEYCHELLES 18 SR - SUISSE 4 FS -
U.S.A. 3.25 \$

M. 1936 - 370 - 12 F

RENAULT
On est en confiance

M. 1936 - 370 - 12 F

11 DH - RWANDA 186 FR - SEYCHELLES 18 SR - SUISSE 4 FS
U.S.A. 325 \$

RENAULT
On est en confiance

Libye Le bombardement de Bab Azizia, il y a un an par les Américains, n'a fait que précipiter le transfert de la capitale.

De Tripoli à Al Jufrah

ABDELAZIZ DAHMANI

La nouvelle est passée presque inaperçue, mais elle est importante : la capitale de la Libye a été transférée de Tripoli à Al Jufrah, à 600 kilomètres au sud-est de cette ville, à l'extrême centre du pays, donc bien loin des rivages de la Méditerranée où vivent deux tiers de la population libyenne.

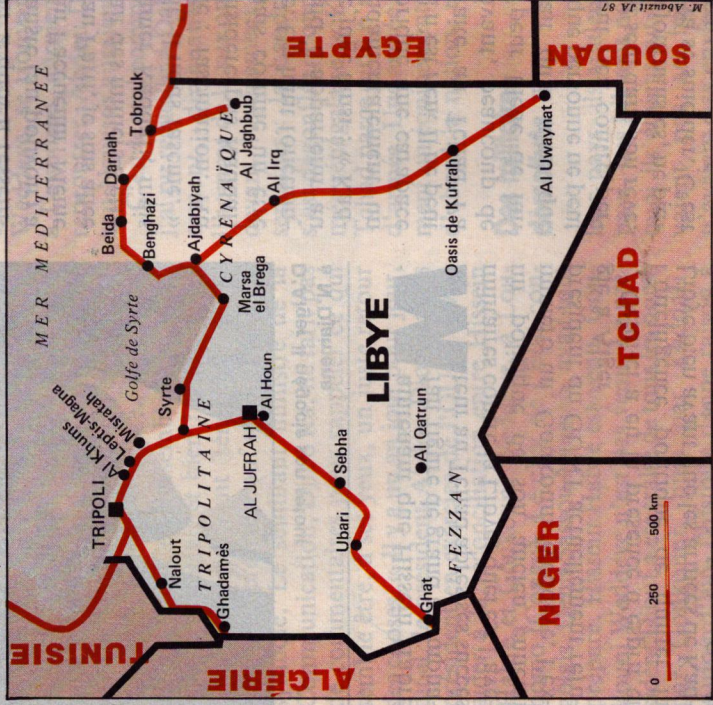
Al Jufrah est l'une des quatre grandes oasis du pays. Malgré des moyens relativement modestes, la nouvelle capitale commence à prendre forme et même à fonctionner tant bien que mal, même si la Libye ne dispose plus des facilités offertes par la manne pétrolière afin de pouvoir se lancer dans la construction d'une ville nouvelle. Et le colonel Kaddafi reçoit de plus en plus fréquemment dans cette ville caserne. Le nouveau secrétaire général du Congrès général du peuple, c'est-à-dire le chef du gouvernement qui est Oumar Al Mountasser, y a même transféré une partie de ses activités, ainsi que les cabinets de certains ministères. Dans l'immédiat, il n'est cependant pas question d'y installer aussi des commerces, des banques ou des sociétés d'Etat. En l'état actuel des choses, Al Jufrah dispose tout juste du minimum nécessaire pour son bon fonctionnement, avec quelques milliers d'habitants seulement.

L'idée de ce transfert de la capitale remonte à plus de quatre ans. Mais, à cause de certaines résistances et réticences, le colonel Kaddafi avait, dans un premier temps, reculé. Il est revenu à la charge à la suite du raid de l'aviation américaine, il y a un an, au cours duquel sa caserne refuge de Bab Azizia servit de cible aux bombardiers.

Al Jufrah fait partie de l'ère géographique et tribale du clan des Kaddafi, à quelque 200 kilomètres au sud de sa ville natale de Syrte où le « Guide » passe l'essentiel de son temps quand il n'est pas pris par ses activités officielles. La nouvelle capitale est située au croisement des trois anciennes provinces du pays, à savoir la Tripolitaine à l'ouest, le Fezzan au sud et la Cyrénaïque à l'est. Trois provinces totalement

disparates avant l'indépendance. Al Jufrah se trouve également à moins d'une heure de vol de tous les points sensibles du pays : Tripoli, Benghazi, Sebha (la base sud qui sert au ravitaillement des troupes engagées au Tchad), Ghadamès (point de rencontre des frontières algéro-tunisolibyenne) ou encore l'oasis d'Al Koffra, non loin de la frontière égypto-soudanaise.

Ce ne sont cependant pas ces considérations stratégiques qui ont motivé le transfert de la capitale de Tripoli à Al Jufrah. Ce qui a joué un rôle de premier



plan dans la décision, c'est le souci d'assurer la sécurité et la pérennité du pouvoir, après le traumatisme provoqué par le bombardement de l'aviation américaine.

Bref, Al Jufrah existe, comme l'ont constaté tout récemment les visiteurs étrangers du colonel Kaddafi, transportés sur place par voie aérienne, avec, en prime, un survol des ruines de la ville romaine de Leptis Magna, aujourd'hui Lebda, à l'est de Tripoli. Lesquels visi-

teurs ont d'abord été frappés par les proportions de la nouvelle caserne qui abrite les états-majors des trois armes (terre, air, mer). Selon divers témoignages, il faut faire un trajet en voiture d'une quinzaine de minutes entre les bâtiments militaires avant d'atteindre la (modeste) résidence du colonel Kaddafi, sévèrement gardée par des Bérêts rouges, unité d'élite qui assure sa protection rapprochée.

Al Jufrah à proprement parler est protégée par des batteries de missiles, des radars et autres installations défensives, sous le contrôle direct mais discret de « conseillers » originaires de pays de l'Est européen. D'où un climat pesant où la peur joue un rôle essentiel, surtout à la lumière des derniers événements au Tchad, avec la débâcle d'une partie de l'armée libyenne. C'est à l'ombre de ces bâtiments militaires que surgissent du sol des immeubles à usage civil, dans un village voisin qui s'appelle Al Houn.

Quel avenir pour Al Jufrah ? Les officiels libyens ne font guère preuve d'un enthousiasme débordant pour s'y rendre, dans le secret espoir de revenir au

Guinée

Le « président-paysan »

a-t-il les moyens de faire oublier son prédécesseur ? Le changement des mentalités se révèle long.

Le fantôme de Sékou nuit à Conté

JEAN-BAPTISTE PLACCA

Dans un concert de grincements métalliques ponctués d'assourdissants coups de klaxon, le vieux taxi démarre, soulevant un épais brouillard rouge... de poussière. Ignorant superbement les innombrables crevasses, Karamoko, le jeune conducteur, fait valser le tacot pour éviter ici un gamin, là un coq, une chèvre, un motocycliste, nombreux dans ces ruelles cahoteuses de Boussoura, quelque part aux confins du grouillant Madina-Marché, sur la corniche, au sud-est de la presqu'île de Conakry.

Après force détours, on débouche sur un boulevard qui nous mène droit au cœur de Boulbinet, quartier administratif mi-populaire, à l'extrémité ouest de la ville. Un des rares à échapper à l'épaisse poussière, mais non à la pauvreté, sans doute la chose la mieux partagée ici. La preuve : à quelques pas du Palais de la Présidence, trois gamins se disputent, sur un tas d'ordures, une mangue à moitié pourrie, tombée à l'ins-tant de l'arbre tout proche.

De la terrasse d'un bar, non loin de là, quelques Européens suivent la scène avec indifférence, préoccupés plus par la lenteur administrative qui bloque leurs affaires que par le sort de ces jeunes enfants qui pullulent, nus, dans les rues de la capitale. Des Blancs (des « experts », comme on les appelle à Conakry) échantillent des recettes « pour faire avancer les dossiers ».

Toute la Guinée d'aujourd'hui semble se résumer dans ces images simples : à portée de regard du principal centre de décision du pays, d'un côté cette jeunesse pleine de vitalité qui doit se battre, très tôt, et chaque jour, pour survivre dans un pays potentiellement riche mais ruiné ; de l'autre, des étrangers fortunés attirés par ces potentialités, prêts à tout pour réaliser des superprofits, et vite. Dans son palais, un chef d'Etat harcelé et par ses compatriotes, qui n'en finissent pas d'attendre des miracles hypothétiques, et par les hommes d'affaires étrangers que certains qualifient de « vautours ». Ils ne le sont

c'était le cas naguère avec tous les jeunes diplômés. C'est là un des grands changements intervenus depuis trois ans.

Parfaitement conscient de l'impopularité de cette mesure nouvelle, qui s'inscrit dans un ensemble de prescriptions du Fonds monétaire international (FMI), le général Conté se contente de répéter à ses concitoyens que l'on peut aussi travailler en dehors des structures de l'Etat. Un message qui passe d'autant plus difficilement que tout le monde est au courant, à présent, du licenciement prochain de quelque vingt mille des quatre-vingt-dix mille fonctionnaires du pays.

Dur à avaler, donc, pour un peuple qui a perdu, en vingt-cinq ans de dirigisme absolu, tout esprit d'initiative. Les déçus ont ainsi beau jeu de rappeler sans cesse les « bons côtés » du régime de Sékou Touré. Comme quoi le peuple, avec sa mémoire sélective, peut, en l'absence de quelques années, passer un coup d'éponge définitif sur les pages les plus noires des dictatures les plus effroyables.

On n'en est pas encore là en Guinée, mais le fantôme de Sékou semble avoir la vie dure. Seules de bonnes performances économiques pourraient ramener les nostalgiques à la réalité de la Guinée nouvelle, avec ses espoirs et ses contraintes.

Le plus difficile demeure la transformation des mentalités héritées de l'ancien régime. Ce sera long, très long, car

Héritages de l'ancien régime

de nombreux Guinéens se surprennent encore à réagir, devant certaines situations, comme si rien n'avait changé dans le pays. Il est vrai que les nouveaux dirigeants ne concentrent pas toute leur énergie à essayer d'exorciser le démon de Sékou Touré.

Dans le hall de l'aéroport de Conakry-Gbessia, un habile sexagénaire s'entête à vouloir me faire acheter un vieux guide touristique. L'un après l'autre, il démolit tous les arguments que je lui oppose. Et, pour finir, il me jette le volumineux ouvrage dans les bras. « Il est dépassé, votre guide ! », lui dis-je, en lui faisant observer que la préface est de Ahmed Sékou Touré. Sans rien dire, il disparaît dans les escaliers, pour réapparaître aussitôt, flanqué d'un agent de police. « Dites à ce monsieur que le nom de Sékou n'est pas tabou en Guinée. » Voire !

Dans les manifestations officielles, on continue d'applaudir longuement chaque fois qu'est prononcé le nom de l'actuel chef de l'Etat, tout comme cela se faisait pour le dictateur défunt. Et pourtant, de l'avis unanime de ses conci-



Lansana Conté : « Je n'ai pas besoin d'être chanté, les faits parleront d'eux-mêmes. »

Pour ceux qui attendaient des miracles, la désillusion est certaine, qui va parfois jusqu'à l'expression d'une nostalgie de l'époque d'avant avril 1984. « Dans le temps, il n'y avait pas de chômage ici. On était ravitaillé et le riz ne coûtait pas aussi cher », affirme un jeune étudiant de l'Université de Conakry. Il sait de quoi il parle puisque, d'ores et déjà, il sait qu'il n'a pas la garantie de trouver un emploi, comme

toyens, Lansana Conté est foncièrement hostile au culte de la personnalité. « Je n'ai pas besoin d'être chanté, les faits parleront d'eux-mêmes », répéterait-il à longueur de journée. Mais, comme le note un fonctionnaire international en poste dans le pays depuis cinq ans, pendant vingt-six ans ils ont tellement flatté Sékou qu'ils ressentiraient comme une immense frustration de ne pouvoir continuer à le faire avec le nouveau président.

Aussi, les superlatifs dithyrambiques à l'endroit du président-paysan (le seul titre que lui-même revendique vraiment) ne tarissent-ils pas. Dans les manifestations officielles comme dans les couloirs de certains ministères. « Patriote, modeste, humaniste, simple, homme de la situation », etc. Et quand vous faites remarquer à ses proches qu'il s'agit là d'une première étape vers la dictature, ils vous répondent en chœur que ce risque n'existe pas avec le général Conté, « parce qu'il n'a pas l'euphorie du pouvoir ».

N'empêche que le chef de l'Etat doit accepter, contre son gré, d'être encensé, adulé même puisque, désormais, on ne peut plus faire cent mètres dans la rue sans voir son effigie quelque part, sur des cahiers scolaires, sur des pages imprimées que portent avec une certaine élégance les belles Guinéennes à la démarche nonchalante de Donka, Cameroun, Belle-Vue, Dixinn, Gbessia et autres quartiers de Conakry.

Fait plutôt rare même dans les sanctuaires africains du culte de la personnalité, Henriette Conté, l'épouse du président, a elle aussi « ses » pagnes, que l'on vous propose sur tous les marchés du pays et même de la Sierra Leone voisine.

Un culte qu'il réprouve

Devant tant d'obstination à imposer au président-paysan un culte qu'il réprouve, on peut craindre que le nouveau pouvoir ne puisse rien faire de sérieux ni de durable sans combattre, avec les moyens appropriés, les plus négatives des survivances de l'ancien régime.

Mais il y a aussi, dans l'héritage de Sékou Touré, des motifs de fierté que certains Guinéens revendiquent de plus en plus ouvertement. Ainsi du « non » de 1958 au général de Gaulle. Dans une partie de l'opinion, on a de plus en plus le sentiment que, par ce geste historique, le premier président a fait de la Guinée une grande nation, à vocation panafricaine et audience planétaire.

Déjà, certains pays « amis » exercent sur le général Conté de discrètes pres-

sions pour l'amener à réhabiliter la mémoire de Sékou Touré. Ils sont encore nombreux les gouvernements étrangers qui ne sont pas convaincus du fait que le président défunt était réellement le dictateur dépeint après sa mort. Il aurait fallu peut-être organiser un procès public des dignitaires de son régime, pour que l'opinion internationale puisse découvrir le véritable visage de la Guinée de Sékou Touré. Mais il existe de bonnes raisons de penser que ce procès historique n'aura jamais lieu...

Nombreux sont ceux qui continuent de vouloir établir un parallèle entre Lansana Conté et son illustre prédécesseur. Au calme et à la discrétion du premier, on oppose volontiers le charisme du second. Les plus durs assimilent, quelque peu hâtivement, la modestie et la simplicité du président-paysan à de l'incapacité. Même si, par ailleurs, tous s'accordent à reconnaître que la modération de Lansana Conté a été pour beaucoup dans l'apaisement d'anciennes victimes assoiffées de vengeance. « S'il y avait eu un autre à sa place, le pays aurait vite sombré dans les règlements de comptes », confie un diplomate africain.

De nombreux enfants dans les rues de la capitale doivent se battre très tôt pour survivre dans un



JEUNE AFRIQUE N° 1370 — 8 AVRIL 1987

insuffisances qu'au clan des tribalistes. Ses mauvais génies, qui lui suggèrent par exemple d'interdire les journaux « trop durs » pour son régime. *Jeune Afrique*, par exemple. Mais le général Conté semble leur tenir tête, puisque, aux dires de certains de ses proches, il répondrait invariablement que les journaux peuvent écrire ce qu'ils croient être la vérité, mais que les faits sont là pour trancher. Pendant combien de temps le placide Lansana Conté pourra-t-il leur résister ainsi ? Là est toute la question. Car l'entourage aussi peut faire les dictateurs. Il faut donc s'en méfier. Comme de ce fameux comité de soutien et de défense du président Conté, né au lendemain de la tentative de coup d'Etat avortée de Diarra Traoré, en juillet 1985, exclusivement composé des membres de son ethnie, les Soussous. Les non-Soussous ont très mal pris la chose. Dire cela est un euphémisme. Le chef de l'Etat aurait demandé aux « siens » d'ouvrir leur comité aux autres ethnies du pays. Sans grand succès, apparemment.

Autre sujet d'inquiétude pour les Guinéens : la prédominance de l'ethnie du chef de l'Etat dans le gouvernement. Une « anomalie » qui semble trouver

pays potentiellement riche mais ruiné.



JEUNE AFRIQUE N° 1370 — 8 AVRIL 1987

son explication dans les motivations tribalistes (pro-Malinké) du coup d'Etat de juillet 1985.

La chance de ce pays est que l'on peut encore parler de cet épineux problème sans se retrouver inévitablement dans une cellule de prison. « Il est naturel et même humain, affirme Bassamba Camara, chef de cabinet du président, qu'il y ait des problèmes ethniques en Guinée, comme il y en a d'ailleurs dans tous les pays du monde. Ce qui ne serait pas normal, c'est qu'on ne les dénonce pas. » A son avis, l'unité nationale est, avant tout, une question de volonté politique. Et il croit pouvoir affirmer que le général Conté a cette volonté.

Depuis la mort de Sékou Touré, une nouvelle ethnie a vu le jour, que toute politique d'unité nationale devrait prendre en compte : les Guinéens de l'extérieur. Ici, on les

Jusqu'où iront les amertumes ?

appelle les « diaspo » (diminutif du mot diaspora). Ils ont, durant ces trois premières années de l'après-Sékou, perdu beaucoup de leur euphorie des lendemains du 3 avril 1984.

Le secrétariat d'Etat qui leur était consacré dans le premier gouvernement du nouveau régime a été supprimé, sans que leur sort soit réglé. Certains sont repartis, déçus, tandis que d'autres continuent l'apprentissage de la réintégration.

Jamais pourtant vous ne verrez Guinéens de l'extérieur et de l'intérieur discuter de cette question. Chacun rumine dans son coin ses récriminations, préférant s'en ouvrir aux étrangers. Jusqu'où iront ces amertumes ? Et que peut le général Conté pour surmonter ce flot de problèmes politiques ? Peu de chose, en fait. Aussi, préfère-t-il placer toute son espérance dans la réussite économique : les Guinéens se préoccuperaient peu de politique si l'économie allait bien, estiment certains.

Quand on parcourt les rues animées de Conakry, quand on découvre la vitalité débordante de Madina-Marché et du marché du Niger, on peut penser que l'objectif est presque atteint. Mais la réalité est autrement plus complexe. Car si l'on peut trouver de tout aujourd'hui sur les marchés du pays, les prix restent encore élevés eu égard aux salaires désempérément bas, surtout dans la fonction publique.

Les fonctionnaires parviennent encore (on ne sait trop par quel miracle), à joindre les deux bouts, malgré leurs familles nombreuses. Il faut dire aussi que le peuple guinéen sait vivre sa pauvreté avec cette dignité propre à ceux qui ont beaucoup souffert.

SABENA BELGIAN WORLD AIRLINES

CE NUMERO DE
JEUNE AFRIQUE
EST TRANSPORTE
VERS LA PLUPART
DES GRANDES
CAPITALES
AFRICAINES PAR
SABENA